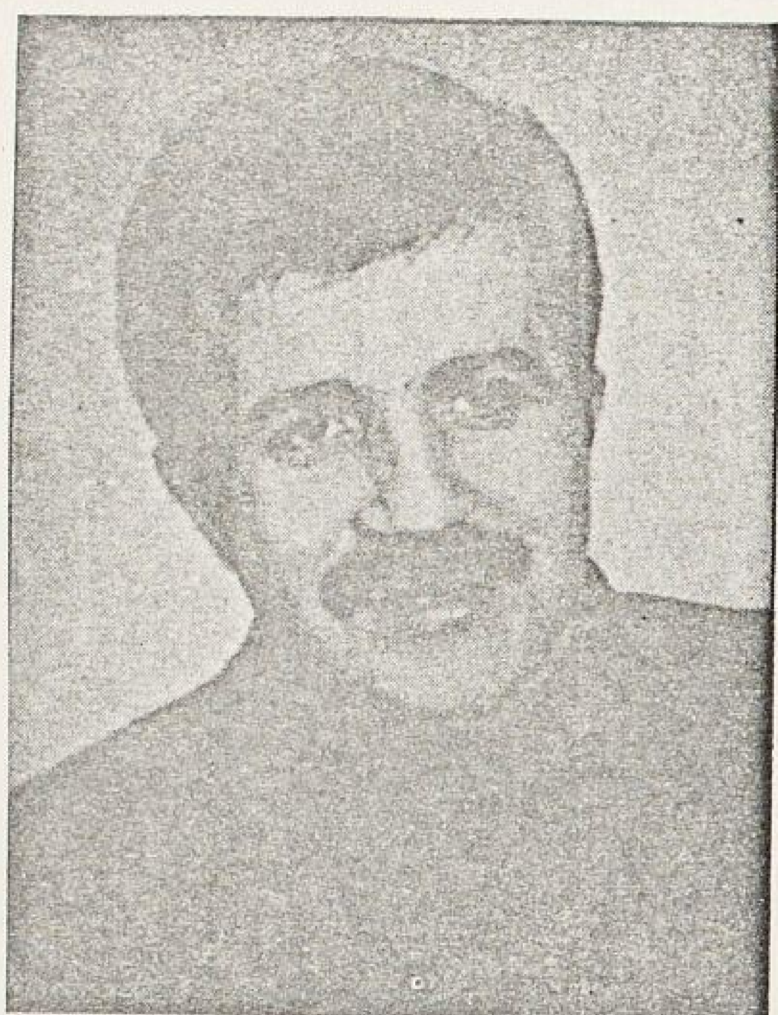


union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

SEINE SAINT DENIS 2e circonscription

CHEVET Yves

Ouvrier du transport

Suppléant : BOILLOT Gilles
Ouvrier

Travailleuses, Travailleurs,

Les candidats de Saint-Denis de l'Union Ouvrière et Paysanne font partie de la population laborieuse de notre cité, qui souffre et se bat contre ce système capitaliste en crise.

Comment vivons-nous à Saint-Denis ?

— Plus de 5 000 chômeurs sur notre ville, fermeture de la Cazeneuve, Roto 2001, Pygmy-Radio ; licenciements et compressions d'effectifs, jeunes sans autre avenir que le pointage rue Catullienne tous les quinze jours.

Le plan Barre est passé et la désindustrialisation n'a pas été enrayée car la riposte d'ensemble, seule efficace pour y faire échec, a été refusée, morcelée en journées d'action par les partis de gauche à la tête des confédérations CGT-CFDT qui ont soumis toutes nos luttes à ces échéances électorales.

— Quelle vie dans les cités, à Floréal, La Courtille ou Francs-Moisins, que ce soit à l'OPHLM municipal ou Logirep, ce sont à peu près les mêmes loyers chers — 780 F pour un F 4 —, les mêmes hausses, le même entassement de 10 000 habitants sur une petite surface, comme à Francs-Moisins.

— Quelles libertés, quelle possibilité de s'organiser quand on n'est pas dans l'orbite du PCF ? De multiples difficultés à avoir des salles, la calomnie ou le ragot quand les travailleurs s'organisent en ne comptant que sur eux, comme les résidents des foyers Sonacotra dont le comité de coordination est attaqué, et par Stoléru, et par les partis de gauche. Dans les luttes, de belles phrases sur la démocratie, et le sabotage des comités de grève, comme à Chausson...

— Quelle unité de la classe ouvrière, au-delà des discours ? Une municipalité d'accord avec la préfecture sous prétexte du taux des 10 %, pour refuser des HLM aux travailleurs immigrés... Des conditions de logement désastreuses, comme au foyer de l'Yser dont le gérant est au PCF.

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'État du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.
C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats bénéficient du soutien unitaire des marxistes-léninistes.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 2e circonscription de la Seine St-Denis

Yves CHEVET

32 ans, 2 enfants, je suis ouvrier du transport. J'habite la cité des Francs Moisins. J'ai commencé à militer en 1967 pour le soutien aux luttes du peuple vietnamien, puis j'ai rejoint les rangs des marxistes-léninistes en 1969.
Monteur sur les chantiers d'Usinor Dunkerque, j'ai participé aux luttes qui s'y sont déroulées, dans les foyers de travailleurs et sur les chantiers.
Aujourd'hui à Saint-Denis, je participe à développer la prise en main de nos problèmes, de nos luttes par nous-mêmes sur nos cités et dans nos usines.

SUPPLÉANT
Giiles Boillot
24 ans, ouvrier métallo à Saint-Denis. Ancien militant du PCF, il a quitté ce parti en 75, refusant de défendre la capitulation et le refus de la révolution socialiste. Au centre FPA de Meaux, il a, par son travail syndical, permis que la 1ère coordination syndicale de 35 centres de FPA puisse se tenir en 1976.
Lors de l'assassinat du jeune Gilles Ollivier (17 ans) abattu par la police, il a entrepris un large travail de soutien aux jeunes et aux travailleurs du quartier, visés en permanence par le quadrillage policier.
Dans son entreprise, il œuvre à l'unité des travailleurs et propage sa confiance dans le socialisme.

Imprimerie IPCC Paris